

COMITÉ DES MINISTRES – Surveillance de l'exécution des arrêts de la CEDH – Affaires examinées lors de la 1475<sup>e</sup> réunion (DH) – 19-21 septembre 2023

ÉTAT (Fiche pays)	AFFAIRE PRINCIPALE (Arrêt CEDH)	COMMUNIQUÉ DE PRESSE (Presse CEDH)	ARRÊT DÉFINITIF LE	PROBLÈMES SOULEVÉS	ÉTAT D'EXÉCUTION	DÉCISIONS ADOPTÉES
ALBANIE	Strazimiri	Lien	21/05/2020	<b>Mauvaises conditions de détention et traitement médical inadéquat d'un malade mental soumis à un traitement médical obligatoire ordonné par un tribunal</b> ; détention illégale dans une institution (pénitentiaire) inadéquate sans traitement psychiatrique approprié ; absence d'examen rapide de la légalité de la détention du requérant ; absence de droit à une indemnisation.	Lien	Décision
ARMÉNIE	<i>Chiragov et autres</i>	Lien	16/06/2015	Impossibilité pour des personnes déplacées pendant la phase militaire active (1992-1994) du conflit au Nagorno-Karabakh d'accéder à leur domicile ou à leurs biens dans la région ; <b>absence de recours effectif</b> .	Lien	Décision
ARMÉNIE	<i>Mushegh Saghatelyan</i> (groupe)	Lien	20/12/2018	<b>Mauvais traitements par la police et absence d'enquête officielle ; arrestation et détention illégales</b> ; dispersion disproportionnée et injustifiée des manifestations.	Lien	Décision
AZERBAÏDJAN	<i>Khadija Ismayilova</i> (groupe)	Lien	10/04/2019	<b>Violations du droit de la requérante à la vie privée et à la liberté d'expression</b> en relation avec son travail de journaliste.	Lien	Décision
AZERBAÏDJAN	<i>Mahmudov et Agazade</i> (groupe)	Lien	18/03/2009	<b>Violation du droit à la liberté d'expression</b> , application arbitraire de la loi sur la diffamation.	Lien	Décision
AZERBAÏDJAN	<i>Mammadli</i> (groupe)	Lien	19/07/2018	<b>Arrestation et détention provisoire dans le but de sanctionner les requérants pour leurs activités dans le domaine de l'observation électorale</b> ( <i>Mammadli</i> ) <b>ou pour leur engagement politique et social actif</b> ( <i>Rashad Hasanov et autres</i> ), en violation de l'article 18 combiné avec l'article 5.	Lien	Décision
AZERBAÏDJAN	<i>Sargsyan</i>	Lien	16/06/2015	<b>Impossibilité pour des personnes déplacées pendant le conflit au Nagorno-Karabakh d'accéder à leur domicile ou à leurs biens</b> dans la région <b>absence de recours effectifs</b> .	Lien	Décision
BELGIQUE	<i>L.B.</i> (groupe) <i>W.D.</i> (arrêt pilote)	Lien Lien	02/01/2013 06/12/2016	Problème structurel concernant la <b>prise en charge des personnes atteintes de troubles mentaux et détenues en milieu carcéral</b> .	Lien	Décision
BELGIQUE	<i>Vasilescu</i> (groupe)	Lien	20/04/2015	Problème structurel concernant la <b>surpopulation, les conditions matérielles de détention dans les prisons et l'absence de recours effectif</b> .	Lien	Décision
BULGARIE	<i>Association pour l'intégration Européenne et les droits de l'homme et Ekimdjiev</i> (groupe)	Lien	30/01/2008	<b>Garanties insuffisantes</b> contre le risque d'abus en matière de <b>moyens de surveillance secrète</b> .	Lien	Décision
BULGARIE	<i>Organisation Macédonienne Unie Ilinden et autres</i> (groupe)	Lien	19/04/2006	<b>Refus injustifiés des tribunaux d'enregistrer une association</b> visant « la reconnaissance de la minorité macédonienne de Bulgarie ».	Lien	Décision
BULGARIE	<i>S.Z.</i> (groupe)	Lien	03/06/2015	<b>Problème systémique d'ineffectivité des enquêtes pénales</b> au regard des dysfonctionnements qui affectent à la fois les enquêtes contre des personnes privées et celles contre des forces de l'ordre et absence de garantie d'indépendance d'une enquête pénale contre le Procureur Général.	Lien	Décision
BULGARIE	<i>Kolevi</i>	Lien	05/02/2010			
BULGARIE	<i>Y.T.</i> (groupe)	Lien	09/10/2020	<b>Refus injustifié des tribunaux aux demandes de changement de genre</b> des requérants.	Lien	Décision
CROATIE	<i>M.H. et autres</i>	Lien	04/04/2022	<b>Absence d'enquête effective sur le décès de la fille des requérants, à la frontière croate</b> ; conditions de détention inadaptées aux enfants migrants ; défaut de diligence et de célérité de l'administration et des tribunaux concernant la rétention des requérants demandeurs d'asile et la procédure d'asile ; expulsion collective ; violation du droit de recours individuel.	Lien	Décision
GRÈCE	<i>M.S.S.</i> (groupe)	Lien	21/01/2011	<b>Conditions de détention des demandeurs d'asile et migrants en situation irrégulière</b> (y compris des mineurs) et absence de recours effectif pour se plaindre des conditions de détention ; conditions de vie des demandeurs d'asile ; absence de recours effectif contre l'expulsion en raison des lacunes de la procédure d'asile.	Lien	Décision
GRÈCE	<i>Rahimi</i> (groupe)	Lien	05/07/2011		Lien	Décision
HONGRIE	<i>Ilias et Ahmed</i> (groupe)	Lien	21/11/2019	<b>Manquement des autorités à l'obligation d'évaluer les risques de mauvais traitements</b> avant l'expulsion des requérants, demandeurs d'asile, vers un « pays tiers sûr » ( <i>Ilias et Ahmed</i> ) ; expulsion collective du requérant sans l'identifier et sans examiner sa situation ( <i>Shahzad</i> ).	Lien	Décision

COMITÉ DES MINISTRES – Surveillance de l'exécution des arrêts de la CEDH – Affaires examinées lors de la 1475<sup>e</sup> réunion (DH) – 19-21 septembre 2023

ÉTAT (Fiche pays)	AFFAIRE PRINCIPALE (Arrêt CEDH)	COMMUNIQUÉ DE PRESSE (Presse CEDH)	ARRÊT DÉFINITIF LE	PROBLÈMES SOULEVÉS	ÉTAT D'EXÉCUTION	DÉCISIONS ADOPTÉES
HONGRIE	<i>László Magyar</i> (groupe)	Lien	13/10/2014	<b>Peine de réclusion à perpétuité sans possibilité de libération conditionnelle</b> en combinaison avec l'absence de mécanisme de recours approprié ; condamnation à perpétuité avec libération conditionnelle après 40 ans.	Lien	Décision
IRLANDE	<i>McFarlane</i> (groupe)	Lien	10/09/2010	<b>Absence de recours effectif au titre de la durée excessive des procédures judiciaires.</b>	Lien	Décision
ITALIE	<i>Talpis</i> (groupe) <i>J.L.</i> <i>M.S.</i>	Lien Lien Lien	18/09/2017 27/08/2021 07/10/2022	<b>Manquement à l'obligation positive d'évaluer de manière adéquate le risque pour la vie dans les cas de violence domestique</b> et d'assurer une réponse adéquate et en temps utile. Sexisme dans la perception du phénomène de la violence à l'égard des femmes, y compris dans les décisions de justice, conduisant à une victimisation secondaire. Impunité pour des actes de violence domestique due à la combinaison de la passivité judiciaire et des changements intervenus dans le régime de prescription.	Lien	Décision
LITUANIE	<i>Abu Zubaydah</i>	Lien	08/10/2018	<b>Diverses violations liées à la détention secrète du requérant et à une opération de « remise extraordinaire » à son encontre.</b> De ce fait, le requérant est exposé à une détention arbitraire continue et à des mauvais traitements à la base navale des États-Unis à Guantanamo Bay.	Lien	Décision
LITUANIE	<i>L.</i>	Lien	31/03/2008	<b>Absence de législation régissant les conditions et les procédures relatives au traitement médical de changement de sexe.</b>	Lien	Décision
RÉPUBLIQUE DE MOLDOVA	<i>Levinta</i>	Lien	16/03/2009	<b>Mauvais traitements et torture pendant la garde à vue</b> ; enquête inefficace ; absence de recours effectif ; condamnation sur la base d'aveux obtenus sous la torture.	Lien	Décision
POLOGNE	<i>Al Nashiri</i> (groupe)	Lien	16/02/2015	<b>Diverses violations liées à la détention secrète et la « remise extraordinaire »</b> des requérants, qui sont depuis détenus au centre d'internement de la base navale américaine de Guantanamo Bay. M. Al Nashiri y reste exposé notamment au risque d'encourir la peine de mort dans le cadre de la procédure devant une commission militaire des États-Unis, et M. Abu Zubaydah est détenu sans inculpation et sans aucune garantie contre une détention arbitraire.	Lien	Décision
POLOGNE	<i>Bqk</i> <i>Majewski</i> (groupe) <i>Rutkowski et autres</i> <i>Jan Zaluska, Marianna Rogalska</i> et 398 autres requêtes	Lien	16/04/2007 11/01/2006 07/10/2015 20/06/2017	<b>Durée excessive des procédures civiles et pénales</b> et dysfonctionnements du recours interne.	Lien	Décision
PORTUGAL	<i>Petrescu</i> (groupe)	Lien	03/03/2020	<b>Surpeuplement, mauvaises conditions de détention dans les prisons</b> et absence de recours effectif.	Lien	Décision
ROUMANIE	<i>Al Nashiri</i>	Lien	08/10/2018	<b>Diverses violations liées à la détention secrète et la « remise extraordinaire »</b> du requérant, qui est depuis détenu au centre d'internement de la base navale américaine de Guantanamo Bay, où il reste exposé notamment au risque d'encourir la peine de mort dans le cadre de la procédure devant une commission militaire des États-Unis.	Lien	Décision
ROUMANIE	<i>Bucur et Toma</i>	Lien	08/04/2013	<b>Condamnation d'un dénonciateur</b> pour avoir révélé des informations sur la surveillance secrète et illégale de citoyens par les services de renseignement ; absence de garanties dans le cadre législatif régissant la surveillance secrète.	Lien	Décision
ROUMANIE	<i>Cegolea</i>	Lien	24/07/2020	<b>Discrimination liée au droit de se présenter aux élections parlementaires</b> et absence de contrôle judiciaire concernant le respect d'une condition d'éligibilité qui désavantage les organisations de minorités nationales non encore représentées au Parlement.	Lien	Décision
ROUMANIE	<i>Nedescu</i>	Lien	16/04/2018	<b>Impossibilité pour les requérants de récupérer des embryons cryogénisés</b> , saisis dans le cadre d'une procédure pénale contre un tiers en l'absence de disposition claire sur la procédure à suivre.	Lien	Décision
ROUMANIE	<i>S.C. Polyinvest S.R.L. et autres</i> <i>and Omegatech Enterprises Ltd.</i>	Lien	29/03/2018	<b>Non-exécution de décisions de justice ou de sentences arbitrales</b> enjoignant à des sociétés contrôlées par l'État à payer diverses sommes aux requérants/sociétés requérantes.	Lien	Décision

COMITÉ DES MINISTRES – Surveillance de l'exécution des arrêts de la CEDH – Affaires examinées lors de la 1475<sup>e</sup> réunion (DH) – 19-21 septembre 2023

ÉTAT (Fiche pays)	AFFAIRE PRINCIPALE (Arrêt CEDH)	COMMUNIQUÉ DE PRESSE (Presse CEDH)	ARRÊT DÉFINITIF LE	PROBLÈMES SOULEVÉS	ÉTAT D'EXÉCUTION	DÉCISIONS ADOPTÉES
FÉDÉRATION DE RUSSIE	<i>Catan et autres</i> (groupe)	Lien	19/10/2012	<b>Violation du droit à l'instruction</b> des élèves ou parents d'élèves d'écoles utilisant l'alphabet latin situées dans la région transnistrienne de la République de Moldova.	Lien	Décision
FÉDÉRATION DE RUSSIE	<i>Dmitriyevskiy</i> (groupe)	Lien	29/01/2018	<b>Poursuites injustifiées pour discours de haine et/ou extrémisme présumés.</b>	Lien	Décision
FÉDÉRATION DE RUSSIE	<i>Taganrog Lro et autres</i> (groupe)	Lien	07/09/2022	<b>Violation de divers droits des Témoins de Jéhovah</b>	Lien	Décision
SERBIE	<i>Jevremović</i> (groupe)	Lien	17/10/2007	<b>Durée excessive des procédures judiciaires</b> et absence de recours effectif.	Lien	Décision
TÜRKIYE	<i>Alparslan Altan</i> (groupe) <i>Akgün</i>	Lien Lien	09/09/2019 22/11/2021	<b>Détention injustifiée des requérants sans soupçon raisonnable</b> et, dans le groupe <i>Alparslan Altan</i> par une interprétation extensive de la notion de flagrant délit.	Lien Lien	Décision
TÜRKIYE	<i>Batı et autres</i> (groupe)	Lien	03/09/2004	<b>Ineffectivité des enquêtes sur des allégations de torture et de mauvais traitements</b> à l'encontre des forces de l'ordre et impunité.	Lien	Décision
TÜRKIYE	<i>Chypre c. Turquie</i>	Lien Lien (satisfaction équitable)	10/05/2001 12/05/2014	<b>14 violations en relation avec la situation dans la partie nord de Chypre.</b>	Lien	Pas de décision adoptée
TÜRKIYE	<i>Selahattin Demirtaş (n° 2)</i> (groupe)	Lien	22/12/2020	<b>Détention injustifiée</b> du requérant en l'absence de raisons plausibles de le soupçonner d'avoir commis une infraction, poursuivant un but inavoué, à savoir celui d'étouffer le pluralisme et de limiter le libre jeu du débat politique, levée imprévisible de l'immunité parlementaire et procédure pénale qui s'en est suivie pour sanctionner le requérant en raison de ses discours politiques.	Lien	Décision
TÜRKIYE	<i>Joannou</i>	Lien	12/03/2018	<b>Défaut d'examen cohérent et diligent de la demande du requérant en ce qui concerne les propriétés situées dans la partie nord de Chypre.</b>	Lien	Décision
TÜRKIYE	<i>Kavala</i>	Lien	12/05/2020	<b>Détention injustifiée et prolongée du requérant sans soupçon raisonnable</b> et dans le but inavoué de le réduire au silence.	Lien	Décision
TÜRKIYE	<i>Xenides-Arestis</i> (groupe)	Lien Lien (just satisfaction)	22/03/2006 23/05/2007	<b>Refus continu opposé aux requérants d'accéder à leurs biens situés dans la partie nord de Chypre</b> (mesures individuelles et satisfaction équitable).	Lien	Décision
UKRAINE	<i>Yuriy Nikolayevich Ivanov</i> <i>Zhovner</i> (groupe) <i>Burmych et autres</i>	Lien Lien Lien	15/01/2010 29/09/2004 12/10/2017	<b>Non-exécution de décisions judiciaires internes</b> contre l'État ou les entreprises publiques.	Lien	Décision
UKRAINE	<i>Sukachov</i> <i>Nevmerzhtsky</i> (groupe) <i>Yakovenko</i> (groupe) <i>Melnik</i> (groupe)	Lien Lien Lien Lien	30/05/2020 12/10/2005 25/01/2008 28/06/2006	<b>Mauvaises conditions de détention</b> dans les centres de détention provisoire, dans les locaux de la police et dans les prisons, et absence de recours effectif.	Lien	Décision
UKRAINE	<i>Yukhymovych</i>	Lien	17/03/2021	<b>Homicide pendant une opération de police</b> et absence d'enquête effective.	Lien	Décision
ROYAUME-UNI	<i>McKerr</i> (groupe)	Lien	04/05/2001	<b>Actions des forces de sécurité en Irlande du Nord</b> dans les années 1980 et 1990 ; défaut d'enquêtes effectives conformes à l'article 2.	Lien	Décision